

Observations formelles du CEPD sur le règlement d'exécution de la Commission modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1715 en ce qui concerne les procédures relatives à la mise en place et à l'utilisation d'ADIS et d'Europhyt, la délivrance de certificats zoosanitaires, de certificats officiels, de certificats zoosanitaires/officiels et de documents commerciaux électroniques, l'utilisation de signatures électroniques et le fonctionnement de Traces, et abrogeant la décision 97/152/CE

1. Introduction et contexte

- Le règlement (UE) 2017/625¹ (ci-après le «règlement sur les contrôles officiels») vise à établir, entre autres, un cadre permettant aux États membres d'organiser des contrôles officiels, ainsi que d'autres activités officielles, afin de garantir la bonne application des règles de l'Union sur la filière agroalimentaire. En vertu du règlement sur les contrôles officiels, la Commission est tenue de mettre en place et de gérer, en collaboration avec les États membres, un système informatisé de gestion de l'information sur les contrôles officiels (IMSOC) en vue de permettre l'exploitation intégrée des outils de traitement et d'échange des informations et documents concernant les contrôles officiels.
- Le règlement d'exécution (UE) 2019/1715 de la Commission établit les règles de fonctionnement du système de gestion de l'information sur les contrôles officiels (IMSOC) et de ses composantes, à savoir le système mettant en œuvre les procédures relatives au système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi qu'à l'assistance et à la coopération administratives («iRASFF»), le système pour la notification et la communication d'informations sur les maladies des animaux («ADIS»), le système de notification de la confirmation officielle de la présence d'organismes nuisibles dans les végétaux et les produits végétaux sur le territoire des États membres («Europhyt») et le système expert de contrôle des échanges de données, d'informations et de documents («Traces»). Il fixe également des règles concernant les liens nécessaires entre ces composantes, ainsi que des règles relatives à la mise en place du réseau pour le fonctionnement d'ADIS et l'établissement de la liste des régions aux fins de la notification des maladies animales et des rapports relatifs à ces maladies au sein de l'Union.
- Plus précisément, l'IMSOC comporte les composantes suivantes:
 - a) iRASFF [le système électronique mettant en œuvre les procédures relatives au système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) ainsi qu'à l'assistance et à la coopération administratives (AAC)];
 - b) ADIS (le système d'information sur les maladies des animaux);

¹ Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) (JO L 95 du 7.4.2017).

- c) Europhyt (le système qui traite des interceptions, pour des raisons phytosanitaires, d'envois de végétaux et de produits végétaux importés dans l'UE ou commercialisés dans l'UE); et
- d)Traces (le système expert de contrôle des échanges).

- **La proposition de règlement d'exécution de la Commission modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1715 en ce qui concerne les procédures relatives à la mise en place et à l'utilisation d'ADIS et d'Europhyt, la délivrance de certificats zoosanitaires, de certificats officiels, de certificats zoosanitaires/officiels et de documents commerciaux électroniques, l'utilisation de signatures électroniques et le fonctionnement de Traces, et abrogeant la décision 97/152/CE** (ci-après la «proposition») vise à apporter des modifications au règlement d'exécution (UE) 2019/1715 qui permettent aux vétérinaires officiels, aux inspecteurs de services phytosanitaires et aux certificateurs officiels d'utiliser dans les documents sanitaires communs d'entrée (DSCE) et les certificats électroniques des signatures électroniques présentant des niveaux moins élevés de garantie de l'identité et sans horodatage, conformément au règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil².
- Les présentes observations sont formulées conformément à l'article 42, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1725³, à la suite d'une demande de consultation de la Commission européenne du 11 décembre 2020.

2. Observations du CEPD

2.1 Données à caractère personnel traitées dans ADIS

- Le CEPD se félicite de la référence faite à la nécessité de prévoir une durée spécifique de conservation des données à caractère personnel traitées dans ADIS au considérant 4 et à l'article 29 *bis* de la proposition. Eu égard également au règlement IMSOC, nous comprenons que les données à caractère personnel qui devront être traitées dans ADIS figurent à l'article 10 du règlement d'exécution (UE) 2019/1715 de la Commission.

2.2 Conservation des données à caractère personnel collectées

- Comme nous l'avons déjà indiqué ci-dessus, l'article 29 *bis* de la proposition prévoit que «*[l]es données à caractère personnel contenues dans les notifications et rapports au sein de l'Union visés à l'article 29, paragraphe 1, sont conservées dans ADIS pendant au maximum 10 ans.*» À la lumière du règlement d'exécution IMSOC 2019/1715, le CEPD considère que la durée de conservation des données est proportionnée à l'objectif poursuivi.

Bruxelles, le 14 janvier 2021

Wojciech Rafał WIEWIÓROWSKI
(signature électronique)

² Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (JO L 257 du 28.8.2014, p. 73).

³ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018).